

## CIRCULAIRE N° 2017-04 DU 10 JANVIER 2017

### Direction des Affaires Juridiques

INSZ0002-JUP

#### Titre

**Relèvement du SMIC (Métropole, Dom hors Mayotte et collectivités d'Outre-mer) au 1<sup>er</sup> janvier 2017**

**Précompte sécurité sociale, CSG, CRDS : seuil d'exonération**

#### Objet

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le montant du salaire minimum de croissance est porté à 9,76 euros de l'heure en métropole, dans les départements d'Outre-mer hors Mayotte et dans les collectivités d'Outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon.

Le seuil d'exonération du précompte sécurité sociale, de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) demeure à 49 euros.

Document émis pour action après validation par signature de la Direction générale de l'Unédic

## CIRCULAIRE N° 2017-04 DU 10 JANVIER 2017

**Direction des Affaires Juridiques**

### **Relèvement du SMIC (Métropole, Dom hors Mayotte et collectivités d'Outre-mer) au 1<sup>er</sup> janvier 2017**

**Précompte sécurité sociale, CSG, CRDS : seuil d'exonération**

Le relèvement du SMIC à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 a pour conséquence de porter son montant, en métropole, dans les départements d'Outre-mer hors Mayotte et dans les collectivités d'Outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon, à 9,76 € brut de l'heure. (Décret n° 2016-1818 du 22 décembre 2016)

D'autre part, le seuil d'exonération en deçà duquel la contribution pour le remboursement de la dette sociale, la contribution sociale généralisée, ainsi que, le cas échéant, la cotisation d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès, assise sur les revenus de remplacement, ne sont pas dues, est établi en application de l'article L. 242-12 du code de la sécurité sociale.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le seuil d'exonération demeure à 49 €, par application de la formule suivante :  $(9,76 \times 35)/7 = 48,80$  € (arrondi à 49 €).

Vincent DESTIVAL



Le Directeur général

**Pièce jointe :**

**- Décret n° 2016-1818 du 22 décembre 2016 portant relèvement du salaire minimum de croissance**

**Pièce jointe**

**Décret n° 2016-1818 du 22 décembre 2016 portant  
relèvement du salaire minimum de croissance**

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

#### Décret n° 2016-1818 du 22 décembre 2016 portant relèvement du salaire minimum de croissance

NOR : ETSX1637203D

**Publics concernés** : employeurs et salariés de droit privé.

**Objet** : fixation du montant applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2017 du salaire minimum de croissance et du minimum garanti.

**Entrée en vigueur** : le texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Notice** : le décret porte, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le montant du SMIC brut horaire à 9,76 € (en augmentation de 0,9 %), soit 1 480,27 euros mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires.

En outre, le minimum garanti est revalorisé à 3,54 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Références** : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et de la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 1521-1, L. 3231-2, L. 3231-4, L. 3231-6 à L. 3231-9, L. 3231-12, L. 3423-2 à L. 3423-4, R.\* 3231-1 à R.\* 3231-2-1 et R.\* 3231-7 ;

Vu la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 modifiée relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail, notamment son article 24 ;

Vu le décret n° 2009-552 du 19 mai 2009 modifié relatif au groupe d'experts sur le salaire minimum de croissance prévu par l'article 24 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail ;

Vu l'avis du groupe d'experts sur le salaire minimum de croissance en date du 5 décembre 2016 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de la négociation collective en date du 19 décembre 2016 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour les catégories de travailleurs mentionnés à l'article L. 2211-1 du code du travail, le montant du salaire minimum de croissance est porté à 9,76 € l'heure en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Art. 2.** – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le montant du minimum garanti prévu à l'article L. 3231-12 du code du travail est porté à 3,54 € en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Art. 3.** – Pour l'application de l'article L. 3231-4 du code du travail, l'indice de référence est l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages du premier quintile de la distribution des niveaux de vie du mois de novembre 2016 publié au *Journal officiel*.

**Art. 4.** – Le Premier ministre, le ministre de l'économie et des finances, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, la ministre des outre-mer et le secrétaire d'Etat chargé du budget et des comptes publics sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 22 décembre 2016.

FRANÇOIS HOLLANDE

*Le Premier ministre,*  
BERNARD CAZENEUVE

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*  
MICHEL SAPIN

*La ministre des outre-mer,*  
ERICKA BAREIGTS

*La ministre du travail, de l'emploi,  
de la formation professionnelle  
et du dialogue social,*  
MYRIAM EL KHOMRI

*Le ministre de l'agriculture,  
de l'agroalimentaire et de la forêt,  
porte-parole du Gouvernement,*  
STÉPHANE LE FOLL

*Le secrétaire d'Etat  
chargé du budget  
et des comptes publics,*  
CHRISTIAN ECKERT